Buresi Pascal,
La frontière entre chrétienté et Islam dans la péninsule Ibérique, du Tage à la Sierra Morena (fin x^e-milieu xiii^e siècle)

Paris, Publibook, 2004. 360 p.

Depuis de nombreuses années, la frontière, dont le mot (*frontera*) trouve son origine en péninsule Ibérique médiévale, est un thème largement abordé par les chercheurs médiévistes travaillant sur le territoire hispanique. Malgré tout, l'approche en demeure délicate, nécessitant la connaissance des deux gisements de sources, arabes et latines, qui concourent à nous faire découvrir un espace si particulier, à la fois zone de « surinvestissement » des États forts et où vivent des communautés marginales, obéissant à leurs propres règles, leurs « by-laws », souvent peu compatibles avec les normes du pouvoir central. Malgré la richesse de la production sur la frontière dans la péninsule Ibérique médiévale, l'ouvrage de Pascal Buresi, issu de sa thèse soutenue en 2000, apporte une image largement renouvelée de la vie frontalière dans une région qui n'avait pas encore été étudiée sous cet angle.

Cela tient peut-être au fait que le chercheur a choisi une voie difficile. En effet, l'histoire de la zone centrale entre Tage et Sierra Morena, disputée entre la Castille et al-Andalus depuis la fin du xi^e jusqu'au milieu du xiii^e siècle, présente des particularités qui distinguent cette frontière des autres. Sa transformation en marche, après la prise de Tolède par Alphonse VI en 1085, change la configuration du territoire, se substituant à son état de zone « civile » ; la situation militaire du xii^e et début du xiii^e siècle en fait un espace instable, aux délimitations fréquemment modifiées (carte p. 26), alors qu'elle était demeurée un territoire hors du théâtre de la guerre saisonnière, sinon de manière épisodique. L'organisation de la société s'en trouve bouleversée par rapport à la période précédente. Du coup, la physionomie de cette région de marche paraît très différente à plusieurs titres de celle des pays frontaliers de la péninsule Ibérique qui ont déjà fait l'objet de monographies : la Marche centrale de E. Manzano Moreno, à l'époque du califat omeyyade, la Marche supérieure de Ph. Sénac, entre le viii^e et le xi^e siècle, ont été façonnées dans la continuité de la conquête arabe et leurs limites ont peu bougé durant la période d'étude, avant le mouvement de la « Reconquista ». Au contraire, l'une des originalités de la Marche centrale, au sud du Tage après 1085, réside dans sa transformation de la paix à la guerre : c'est la mutation de la société qui s'opère dans le mouvement de l'avancée des chrétiens qui rythme le travail de recherche.

Dans le même temps, on ne peut manquer de penser aux études pionnières, de la fin du xix^e et du début du xx^e siècle, de Frederick J. Turner sur la notion américaine de « frontière », ou de Freidish Ratzel sur la *kulturgeographie* appliquée à l'étude de la frontière, dans la mesure où le centre de la réflexion se fixe non pas entre la frontière et sa capitale et ne vise pas à dégager un rapport entre un système de pouvoir et la société qui lui est soumise, même si cet aspect tient une place importante, mais sur les mouvements internes de la région considérée. Au contraire des études de la Catalogne de Pierre Bonnassie, du Portugal entre Douro et Tage de Robert Durand ou bien, dans un autre genre, de Tolède de Jean-Pierre Molénat, c'est le pays frontalier, non la capitale, qui demeure au cœur de l'étude. Plusieurs travaux comme ceux de S. de Moxo en 1979 sur le repeuplement chrétien des territoires de la *reconquista*, et de P. Guichard sur le royaume de Valence, en 1990-1, ont mis l'accent sur l'étude des phénomènes humains issus du changement de domination dans les régions reconquises ; toutefois, à la différence de ces travaux, ce n'est pas le pouvoir « central » et l'organisation d'une société issue du cadre étatique qui est au premier plan, mais les transformations d'une société ancrée au sein d'un territoire sans ville ni capitale. L'étude de la frontière du Tage à la Sierra Morena représente donc bien un cas particulier dans le paysage historiographique de la frontière entre islam et chrétienté. Il est aussi un cas exemplaire de la formation des territoires ibériques au Moyen Âge.

L'introduction (p. 11-27) montre que la démarche dérive très directement de la conception de cette étude et des moyens d'information dont on dispose. Les sources disponibles nous rapprochent de la situation des autres marches frontalières. Ainsi nous retrouvons le déséquilibre entre la zone latine, riche de ses archives qui accumulent les preuves testimoniales, les concessions et les titres de propriété ou les accords portant sur le partage de la gestion des biens (*convenientiae*), et le monde musulman où l'accès à la connaissance des faits est largement dominé par les sources littéraires, émanant du pouvoir central, ou normatives, émanant du pouvoir législatif et judiciaire. Néanmoins, la période almoravide, et surtout almohade, donne au chercheur des armes nouvelles qui font défaut ou sont plus rares pour la période omeyyade et pour celle des rois de taifas. Les lettres de chancellerie, « informatives » ou contenant des instructions adressées aux gouverneurs de la frontière, apportent un éclairage direct sur la volonté politique des pouvoirs berbères. De même, le gisement des biographies offre une alternative à l'information, certes abondante mais de nature exclusive, des chroniques et des descriptions. Les sources matérielles sont parmi les rares à nous placer au centre de la région étudiée. Ainsi, l'archéologie et l'architecture conjuguées sont astucieusement mises à contribution pour une analyse « symbolique de la conversion architecturale » de l'espace sacré, souvent plus probante que ce que les textes peuvent nous donner à voir sur le phénomène des conversions. Toutefois, malgré cet effort, P. Buresi est confronté aux mêmes problèmes que l'ensemble des chercheurs travaillant sur al-Andalus, à savoir la faiblesse des informations sur une zone musulmane trop éloignée des capitales. Le fait est particulièrement

BCAI 21 (2005) Buresi Pascal : La frontière entre chrétienté et Islam dans la péninsule Ibérique, du Tage à la Sierra Morena (fin Xe-milieu XIIIe siècle), recensé par Christophe Picard
© IFAO 2026 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

visible lorsqu'il s'agit d'analyser les comportements des responsables locaux : les biographies de personnages attachés à la région sont rares pour une époque d'abondance en la matière et, la plupart du temps, il est nécessaire de recourir à des exemples situés hors de la région concernée pour expliquer la nature des pouvoirs et des comportements dans la région de Calatrava. Une des seules familles connues de la région, faisant l'honneur des mentions biographiques, est celle des Banū Farāǧ. Cette étude sur une zone marginale fait donc apparaître de manière criante la richesse relative des fonds patrimoniaux chrétiens ; du reste, les chapitres consacrés au financement de la guerre et à l'enjeu territorial et foncier illustrent les raisons de ce déséquilibre : alors que l'attachement des combattants musulmans est directement issu de la délégation de pouvoir à des chefs berbères, depuis Marrakech, Rabat ou Séville, et de la rémunération par des concessions fiscales limitées dans le temps, le patrimoine terrien représente un des fondements de la stabilité de la conquête chrétienne avec la recherche d'un équilibre entre les intérêts seigneuriaux et ceux du pouvoir royal. On est là au cœur des distinctions structurelles entre deux sociétés médiévales en guerre.

La transformation du pays en théâtre de guerre opposant dynasties berbères, almoravide et almohade, et les Castillans fournit la matière de la démarche. Il était donc nécessaire de commencer par un tableau aussi précis et clair que possible de l'évolution militaire de la zone frontalière (p. 31-60), bien appuyé sur une série de cartes. L'instabilité territoriale qui suivit la prise de Tolède, l'importance de l'investissement des autorités dans l'action militaire, ou encore la longueur du conflit, depuis 1085 jusqu'à « l'éloignement de la frontière » après la chute de Cordoue (1236), puis de Séville (1248), constituent la trame de l'évolution de la région : une société friable qui se transforme, d'abord à l'époque musulmane puis dans le sillage de la conquête chrétienne. Les comportements à la fois humains, économiques, politiques, religieux et culturels en dérivent. La démarche de Pascal Buresi découle de ce constat : étudier la succession en un même lieu de deux conceptions radicalement différentes de repères et d'organisation de deux sociétés, d'abord musulmane et « orientale », puis chrétienne et « occidentale ».

En conséquence, le plan part du cœur du territoire pour s'orienter ensuite vers les cercles extérieurs. La première partie, intitulée « Organisation et structure d'un territoire frontalier » (p. 61-135), se rapporte à l'organisation du peuplement et à l'économie de la région. P. Buresi cherche à y déterminer les mécanismes de mutation démographique, sociale et économique dans le cadre de la transformation du pays en terrain de guerre, à partir d'un système hérité de l'organisation omeyyade et des émirats. Le passage sous domination castillane marque une nouvelle étape de l'usage des organes de défense ; l'activité principale, l'élevage, ne change pas, mais sa pratique évolue. La deuxième partie – « Une frontière marginale, dépendante, centrale ou autonome ? » (p. 137-223) - se concentre sur les formes de pouvoir qui agissent sur le pays, dépourvu de capitale ou de ville majeure et situé entre Tolède et Cordoue. Comme dans toute région frontalière, on y retrouve l'opposition des intérêts entre les pouvoirs « centraux » et les autorités et forces locales ; comme ailleurs, ce sont les tensions entre ces deux forces qui révèlent les formes d'organisation et de réseaux qui constituent le cadre de la hiérarchie sociale et politique. Si l'on ne peut être surpris par la symétrie avec les autres régions de marche, on est frappé par la rareté des cadres locaux alors que les chefs nommés par les souverains, d'origine maghrébine, ne font pas souche ; est-ce le fait des sources, dans une région sans siège administratif important ou le résultat de la volatilité des commandements délégués par les émirs et califes berbères ? La comparaison faite avec le système chrétien, dans un pays marqué par sa pauvreté naturelle et son faible peuplement, met en perspective les atouts majeurs de l'organisation latine, basée sur la patrimonialité, qui représente un facteur marquant de la réussite des Castillans face à la fragilité militaire des Berbères et des Andalous. La troisième partie nous met en contact avec les pouvoirs eux-mêmes qui livrent leur vision et leur propre conception de la zone frontalière : dans cette partie – « La frontière et les mentalités » (p. 225-301) –, les divergences intellectuelles entre deux systèmes de civilisation apparaissent en pleine lumière : l'appréhension d'un espace borné, les identités, la sienne et celle de l'autre, la conception idéologique de la guerre creusent profondément le fossé entre deux systèmes de valeur très différents qui se disputent la même terre.

De ces trois parties, quelques lignes de force se dégagent.

L'étude du peuplement s'attache à montrer les transformations d'une structure très faiblement urbanisée et essentiellement constituée de *ḥuṣūn* dont la nature, à l'époque califale, est celle d'un cadre « civil », étatique et fiscal. Le réseau de ces points de fixation ne change pas fondamentalement avec la militarisation du pays ; en revanche, la fonction des positions fortifiées évolue, devenant des organismes de défense relativement autonomes lorsque la ville de Tolède est prise et que la région de Calatrava devient une marche frontalière ; une fois les armées berbères parties et/ou défaites, la faiblesse des structures d'encadrement locales favorisent l'autonomie des communautés musulmanes livrées à elles-mêmes. Après la conquête castillane, ce sont les structures seigneuriales qui s'imposent avec la « castillanisation du territoire » : à la fonction défensive s'ajoute celle du contrôle de l'espace rural symbolisé par l'apparition du donjon. L'enjeu n'est donc pas tant le changement du réseau des forteresses et des zones habitées que l'évolution de leur fonction, dictée par les changements qui affectent la région. Le constat va dans le même sens pour ce qui concerne le domaine économique : au cours des XI^e^-XII^e^ siècles, sous domination musulmane, l'instabilité liée à la permanence de la guerre, sur un territoire pauvre,

BCAI 21 (2005) Buresi Pascal : La frontière entre chrétienté et Islam dans la péninsule Ibérique, du Tage à la Sierra Morena (fin Xe-milieu XIIIe siècle), recensé par Christophe Picard
© IFAO 2026 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

peu peuplé, favorise une mutation progressive. La culture céréalière cède la place à une domination de l'élevage extensif (mais pas seulement ovin) ; l'option de l'élevage ne se modifie pas sous la domination chrétienne, car elle reste adaptée aux conditions du peuplement et de la guerre, mais elle change d'échelle : la recherche du profit, en particulier de la part des ordres militaires, fait évoluer la nature de l'exploitation avec l'organisation, y compris en territoire musulman, de la transhumance saisonnière et, bien entendu, des droits afférant à cette activité lucrative. On sait quel avenir est réservé à l'élevage ovin.

L'examen de l'activité militaire est un des autres points forts de ce travail. D'abord, la supériorité militaire latine est l'objet d'un réexamen : en terrain accidenté, l'armement du Franc ne paraît pas être le facteur essentiel de l'avantage durable ; le soldat légèrement armé et archer s'en tire au moins aussi bien que le cavalier cuirassé. Ce sont d'autres facteurs qu'il faut mettre en avant. Dans la deuxième partie, l'examen des systèmes d'autorité et de commandement, met en relief une différence fondamentale entre les deux sociétés face à la guerre. L'analyse de la chaîne de commandement, admirablement résumée par al-Ṭurṭūšī (cité p. 195), montre la faiblesse structurelle des Almoravides et des Almohades dans la gestion de la direction des opérations, assurée directement par les Berbères. Outre l'éloignement entre les bases de rassemblement des armées et le théâtre d'opération, l'absence de relais solide dans le pays fut un facteur déterminant empêchant toute pérennisation des acquis des grandes campagnes menées par les deux pouvoirs maghrébins ; au contraire, l'organisation castillane joue sur la délégation de l'autorité militaire à des forces installées sur place, en laissant à ceux qui mènent le combat, qu'ils soient seigneurs laïcs ou ecclésiastiques, la gestion de l'action militaire rapprochée et celle du bénéfice acquis par l'entreprise de guerre. Les musulmans dépendent directement du souverain, ou de son représentant, qui conserve le produit généré par les impôts et le butin, et « achète », par un prélèvement sur le trésor (paiement préalable ou concession fiscale), la participation des combattants aux campagnes. La conduite des opérations n'est pas déléguée, ou se limite à la présence de garnisons qui défendent les positions clés, mais relève du cadre politique maghrébin et de la fidélité au souverain.

Par ailleurs, la gestion de la guerre représente un point essentiel de la différence entre les deux sociétés : la recherche systématique d'une mise en valeur d'un patrimoine foncier par le roi (*realengo*), les municipes (*consejos)* et plus encore, les seigneurs et les ordres militaires, représente un aspect essentiel de la présence durable des Castillans, y compris dans une région et à une époque où les grandes opérations de colonisation, du type de celles opérées dans la zone du Douro, ne sont plus possibles. En effet, la possession du patrimoine semble favoriser le maintien du groupe sur place, alors que les razzias et les grandes démonstrations des souverains berbères ne se traduisent guère pas une re-conquête durable de localités ou de territoires chrétiens. C'est pour cette raison que, dans la troisième partie consacrée aux mentalités, P. Buresi note une différence dans la manière de représenter l'espace de la marche : chez les musulmans, le cadre est celui de la religion et, par conséquent, de la loi ; les fatwas rendent compte d'une légalité qui est celle du territoire sous domination de l'islam, incluant normalement les *ḏimmī* ; l'attitude almohade à l'égard des « protégés », rejetés hors du domaine légal de l'islam et l'interdiction notifiée par les cadis, sauf cas de force majeure, de séjourner dans les territoires perdus et passés au *dār al-kufr*, pourraient être les signes d'un désarroi.

Chez les chrétiens c'est le bien repris qui préside à la représentation de l'espace des terres conquises, appartenant de droit au roi mais redistribué aux acteurs de la conquête : ils y trouvent un bénéfice direct. Le territoire est donc borné par des limites matérialisées et le patrimoine acquis, preuve de son honneur et de son rang, est soigneusement décrit et transmis. Autre différence, les conséquences sociales : la crise qui secoue la société d'al-Andalus, perceptible en particulier dans la zone frontalière, se traduit par des oppositions entre pouvoir central et familles andalouses (Banū Mardāniš) ou bien entre soufis et *fuqahā'* après l'effondrement almoravide ; la concentration des mécontentements dans les zones de confins affaiblissent logiquement les positions musulmanes. Toutefois, ce sont les carences du pouvoir « central », assurant un commandement direct, qui sont les premières causes de la déficience militaire musulmane. Les ferments de crises au sein de l'appareil politique des royaumes chrétiens, opposant noblesse et État royal au cours du XIII^{e} siècle, se concentrent à la cour et ne déstabilisent pas pour autant les positions chrétiennes. Il convient de remarquer que cette situation n'est pas nouvelle ; déjà le califat omeyyade, malgré sa supériorité, n'a jamais gagné de terrain, si ce n'est quelques forteresses sur la frontière.

Dans la troisième partie, il apparaît que les positions idéologiques sur la conduite de la guerre, les différences dans la perception du territoire frontalier, les discours qui relève du symbole et du religieux séparent largement musulmans et chrétiens et sont très étroitement reliés aux options institutionnelles de chaque camp. Côté musulman, la position et l'attitude des Andalous à l'égard du *ǧihād*, font toujours débat ; néanmoins, comme en Orient face aux croisés, la délégation du devoir de *ǧihād* au souverain apte à mener la lutte contre les chrétiens, est une constante et fonde, au moins en partie, la légitimité du prince dans la période où l'ennemi met en danger l'existence même d'al-Andalus. Par ailleurs, l'étude minutieuse des textes et du terrain, dans une région où la guerre mobilise l'essentiel des forces, permet de mettre en garde contre des lieux communs à propos de la guerre frontalière : P. Buresi constate que la forte mobilisation en faveur du *ǧihād*, reliée à la pratique du *ribāṭ*, ne nécessite pas la présence d'édifices spécifiques

BCAI 21 (2005) Buresi Pascal : La frontière entre chrétienté et Islam dans la péninsule Ibérique, du Tage à la Sierra Morena (fin Xe-milieu XIIIe siècle), recensé par Christophe Picard
© IFAO 2026 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

dédiés à cette pratique, l'architecture représentant alors un facteur secondaire au regard de l'esprit qui est en jeu. Des deux côtés, le repérage des espaces sacrés et les mutations des édifices, entraînées par le changement de domination, représentent un point essentiel de l'étude de l'évolution des sociétés dans les zones de guerre en péninsule Ibérique.

La lecture des 360 pages du livre, comprenant une chronologie et un index, est agréable malgré quelques scories liées à la présentation et à d'inévitables coquilles. Le plan traduit une pensée logique menée de bout en bout. Les lignes directrices qui sont tracées dans les trois parties cherchent, au-delà des zones de connaissance que l'on peut établir – de manière plus complète pour le domaine chrétien –, à montrer la pertinence d'une approche qui découle de la situation particulière de cette zone frontalière. La démarche réussit à enrichir et à montrer de nouveaux aspects de l'étude de la frontière. Avoir choisi une région dont on peut suivre le passage d'un état de paix relative à celui de guerre prolongée, permet de montrer la malléabilité et la fragilité de ces sociétés de marches sur plus de deux siècles et, en particulier, les différences entre monde musulman et latin, sur le même terrain, à des moments différents. Ce sont là quelques-uns des intérêts de ce riche travail sur l'espace frontalier d'al-Andalus.

Christophe Picard
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

BCAI 21 (2005) Buresi Pascal : La frontière entre chrétienté et Islam dans la péninsule Ibérique, du Tage à la Sierra Morena (fin Xe-milieu XIIIe siècle), recensé par Christophe Picard
© IFAO 2026 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net